



ONU Conseil de sécurité - Briefing UNOWAS

New York, le 11 janvier 2024

Déclaration lue par :
Pascale Baeriswyl, Représentante permanente

Monsieur le Président,

Je souhaite la bienvenue au Représentant Spécial du Secrétaire général, M. Leonardo Santos Simão, et je le remercie de son intervention, mais aussi du travail précieux de son office. Bien entendu, je remercie aussi Mme Lori-Anne Théroux-Bénoni de son intervention et des informations précieuses.

Les signes de renforcement continu de la gouvernance démocratique et les avancées positives dans le domaine de la justice transitionnelle dans certains pays de la région – et mon collègue de Sierra Leone vient d'en mentionner quelques-uns – sont encourageants. Le briefing d'aujourd'hui souligne toutefois que la situation sécuritaire – en particulier au Sahel – reste préoccupante. De plus, les besoins humanitaires ne cessent d'augmenter. Au niveau politique, certains processus de transition vers un retour à l'ordre constitutionnel n'avancent pas comme prévu et nous avons fait face à un nouveau coup d'état et à plusieurs tentatives en 2023.

Selon la Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité a pour mandat de prendre des mesures pour prévenir et résoudre les menaces à la paix. La prévention est le moyen le plus efficace pour éviter de nouveaux conflits et l'escalade des crises existantes. C'est pourquoi le Secrétaire général met un accent sur la prévention dans son Nouvel Agenda pour la Paix. Compte tenu de l'importance de la stabilité et de la prospérité en Afrique de l'ouest et au Sahel, plusieurs domaines nécessitent une action préventive urgente de la communauté internationale, pour justement prévenir une autre décennie perdue, et plutôt en faire une décennie d'opportunité.

Premièrement, en matière de gouvernance, notamment par le biais d'élections inclusives : Un grand nombre d'élections ont eu lieu en Afrique de l'Ouest en 2023, dont la plupart se sont déroulées pacifiquement. Au Nigeria, la Suisse a soutenu des partenaires nationaux afin de réduire la violence électorale pendant les campagnes et lors des élections et de permettre ainsi une issue pacifique. Nous saluons également les progrès en matière de représentation des femmes dans des organes politiques suite aux élections en Côte d'Ivoire et au Sierra Leone. Nous appuyons l'appel du Secrétaire général à promouvoir et mettre en œuvre des législations sur l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes. Nous nous félicitons en outre qu'UNOWAS soutienne le Burkina Faso, le Ghana, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal et le Togo en amont de leurs élections prévues cette année. Ce travail important comprend le

renforcement des institutions, de la promotion de la gouvernance démocratique ainsi que des processus et cycles électoraux dans leur ensemble.

Deuxièmement, la situation sécuritaire reste fragile dans certaines régions, avec des attaques récurrentes à l'encontre de la population civile par des groupes armés djihadistes. Avec le retrait de la MINUSMA et la fin du G5 Sahel, le Conseil de sécurité doit prêter davantage attention à la région. Ce n'est pas le moment de se désengager. Il est crucial de mieux combiner les engagements multinationaux, régionaux et bilatéraux afin d'atténuer le risque d'une crise régionale aggravée. Ceci notamment en étroite collaboration avec l'Union Africaine et les organisations sous-régionales.

Troisièmement, nous restons confrontés à une crise humanitaire exacerbée par l'instabilité, les conflits, les déplacements forcés et le changement climatique. L'augmentation constante des besoins humanitaires couplée à la diminution des ressources et des défis d'accès, souvent dû à l'insécurité, impactent la population. Selon le rapport du Secrétaire général, plus de 26 millions de personnes au Sahel nécessitent une assistance vitale, mais seulement 36% du plan de réponse humanitaire est financé. La Suisse a contribué au plan, en répondant par exemple aux besoins alimentaires et nutritionnels de plus d'un million de personnes au Mali en 2023.

Enfin, le changement climatique et ses conséquences sur la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel sont une réalité qu'on ne peut ignorer. La région en pâtit de manière disproportionnée. La Suisse – comme soulevé durant le *stake in* qui a précédé ce briefing – salue les progrès effectués par UNOWAS dans la mise en œuvre de l'Appel à l'action de Dakar. L'analyse continue des risques liés à la sécurité climatique et une meilleure compréhension du lien entre climat, paix et sécurité doivent être partie intégrante des mesures vers une paix durable. Ceci notamment afin de soutenir les pays les plus vulnérables à s'adapter aux effets du changement climatique.

Monsieur le Président,

Le Conseil de sécurité doit prendre au sérieux sa responsabilité d'agir de manière préventive. Il doit soutenir les Nations Unies de manière efficace dans l'application de l'ensemble des outils diplomatiques, humanitaires, de développement durable et de consolidation de la paix.

En tant que co-porte-plume avec la Sierra Leone, la Suisse renforcera ses efforts en vue d'une déclaration présidentielle afin de souligner l'intérêt fort du Conseil pour cette région. A travers cette initiative, nous souhaitons réitérer notre appui commun au travail important d'UNOWAS dans tous les domaines de son mandat.

Je vous remercie.

Mr. President,

I would like to welcome the Special Representative of the Secretary-General, Mr Leonardo Santos Simão, and thank him not only for his statement, but also for the valuable work of his office. I would also, of course, like to thank Lori-Anne Thérroux-Bénoni for her statement and for the valuable information she provided.

I am encouraged by the signs of continued strengthening of democratic governance and the positive advances in transitional justice – and my colleague from Sierra Leone just mentioned a few of them – in some of the region's countries. However, today's briefing underlines that the security situation - particularly in the Sahel - remains worrying. In addition, humanitarian needs continue to grow. On the political front, some transitional processes towards a return to constitutional order are not progressing as planned, and we have faced a new coup d'état and several attempts in 2023.

According to the United Nations Charter, the Security Council is mandated to take measures for the prevention and removal of threats to the peace. Prevention is the most effective way to avoid new conflicts and the escalation of existing crises. This is why the Secretary-General has placed such emphasis on prevention in his New Agenda for Peace. Given the importance of stability and prosperity in West Africa and the Sahel, several areas require urgent preventive action by the international community to prevent another lost decade, and instead turn it into a decade of opportunity.

Firstly, in terms of governance, notably through inclusive elections: A large number of elections took place in West Africa in 2023, most of them peaceful. In Nigeria, Switzerland supported national partners to reduce electoral violence during campaigns and elections, thus enabling a peaceful outcome. We also welcome the progress made in women's representation in political bodies following the elections in Côte d'Ivoire and Sierra Leone. We support the Secretary-General's call to promote and implement legislation on women's empowerment and gender equality. We are also pleased that UNOWAS is supporting Burkina Faso, Ghana, Mali, Mauritania, Senegal and Togo ahead of their elections this year. This important work includes institution-building, the promotion of democratic governance and general electoral processes and cycles.

Secondly, the security situation remains fragile in some regions, with recurrent attacks on the civilian population by armed jihadist groups. With the withdrawal of MINUSMA and the end of the G5 Sahel, the Security Council needs to pay more attention to the region. Now is not the time to disengage. It is crucial to better combine multinational, regional and bilateral commitments in order to mitigate the risk of a deepening regional crisis. This must be done in close collaboration with the African Union and sub-regional organizations.

Thirdly, we continue to face a humanitarian crisis exacerbated by instability, conflict, forced displacement and climate change. The ever-increasing humanitarian needs coupled with diminishing resources and access challenges often due to insecurity are impacting the population. According to the Secretary-General's report, over 26 million people in the Sahel require vital assistance, but only 36% of the humanitarian response plan is funded. Switzerland has

contributed to the plan, for example by meeting the food and nutritional needs of over a million people in Mali in 2023.

Finally, climate change and its consequences for security in West Africa and the Sahel are a reality that cannot be ignored. The region suffers disproportionately. Switzerland - as raised during the stake-in that preceded this briefing - welcomes the progress made by UNOWAS in implementing the Dakar Call to Action. Ongoing analysis of climate security risks and a better understanding of the link between climate, peace and security must be an integral part of measures towards sustainable peace. This is particularly important to help the most vulnerable countries adapt to the effects of climate change.

Mr. President,

The Security Council must take seriously its responsibility to act preventively. It must support the United Nations effectively in applying the full range of diplomatic, humanitarian, sustainable development and peacebuilding tools.

As co-penholder with Sierra Leone, Switzerland will be intensifying its efforts to obtain a presidential statement to underline the Council's strong interest in this region. Through this initiative, we wish to reiterate our joint support for the important work of UNOWAS in all areas of its mandate.

I thank you.